



HAL
open science

La question de la nation en Italie, de la Grande Guerre au fascisme

Anne-Sophie Nardelli-Malgrand

► **To cite this version:**

Anne-Sophie Nardelli-Malgrand. La question de la nation en Italie, de la Grande Guerre au fascisme. *Historiens & Géographes*, 2021, 453, pp.76-80. hal-04770127

HAL Id: hal-04770127

<https://hal.science/hal-04770127v1>

Submitted on 6 Nov 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La question de la nation en Italie, de la Grande Guerre au fascisme

Anne-Sophie Nardelli-Malgrand (Maître de conférences en histoire contemporaine, Université Savoie-Mont Blanc, LLSETI).

Au XIX^e siècle, l'expression de *Risorgimento* supposait la réapparition d'une réalité qui avait existé mais avait disparu. Dans le cas de l'Italie, ce ne pouvait être l'Etat unitaire, inexistant dans le passé, mais un élément immatériel, à savoir la Nation comme élément culturel, qui préexiste à l'Etat unitaire national. Sous l'Italie libérale (1861-1915), prégnante était l'idée que la nation italienne n'avait pas l'Etat qu'elle méritait. Il était reproché à ce dernier de ne pas avoir inclus les masses catholiques et populaires, d'être corrompu, de ne pas défendre la grandeur de la nation à l'extérieur. Cette idée s'était renforcée avec la défaite d'Adoua en 1896, qui nourrit une puissante émotion nationale de honte¹, et dans les cercles intellectuels regroupés autour de la revue *La Voce* (1908-1916), que la *deprecatio temporum* poussa à considérer que l'Italie ne pouvait que se retremper au fer de la guerre². L'Etat reçut l'injonction de se mettre au service de la nation entendue comme une idée supérieure encore à réaliser. Il peut paraître paradoxal que cette critique de l'Etat et des institutions se fit particulièrement acerbe à l'ère giolittienne, qui selon Piero Craveri vit un renforcement des pouvoirs de l'Etat et une certaine adéquation entre l'Etat et la société italienne³. Cela s'explique si on garde à l'esprit que la construction de la nation italienne ne fut pas informée par les seuls mouvements de la politique intérieure : la construction de l'Italie comme réalité politique fut aussi faite de relations, échanges et conflits avec l'étranger. Pour le Risorgimento, le parallèle dressé entre épanouissement de la nation et évolution historique de l'Europe est désormais un classique⁴. Au tournant du siècle, l'expansion coloniale et l'affirmation de la puissance italienne en Méditerranée à l'heure de la mondialisation⁵ contribuèrent à une transformation profonde résumée par Antonello Biagini : « L'Italie libérale du Risorgimento laissait la place à l'Italie de la mobilisation nationale »⁶. La Grande Guerre fut une autre occasion de mobilisation nationale, à une échelle bien plus grande encore, et d'échanges suscités par les mouvements de population. Son issue fut un moment où se posa de nouveau la question de savoir ce qu'était une nation italienne. En effet, les négociations de paix aboutirent à l'inclusion des terres « irrédentes » (le Trentin, le Haut-Adige, la Vénétie julienne, l'Istrie). Par ailleurs l'Italie, vainqueur de la guerre, faisait désormais pleinement partie des grandes puissances européennes et la question de savoir quelle impulsion elle allait donner au système international était légitime : allait-elle rester le chantre de l'idée patriotique liée à celle de liberté ? Ou bien la refondation nationale exigée depuis le début du XX^e siècle allait-elle confondre idée nationale et volonté de puissance dans une Europe où les empires avaient disparu mais où l'impérialisme restait une référence politique ? Emilio Gentile comme Elena Musiani font ainsi des années 1912-1922 une décennie décisive, qui vit le passage du mythe risorgimental, où l'idée de nation allait de pair avec celle d'émancipation, à de nouvelles conceptions de la nation, expansionnistes et exclusives⁷. Ce mouvement rencontra celui du renforcement de l'Etat à l'occasion de la guerre, contribuant ainsi à alimenter l'idée que la survie de l'Etat était liée à la nation et qu'il lui revenait de forger cette dernière.

On s'attardera ici sur quelques-unes des apories politiques de l'idée nationale en Italie, mises en œuvre par la Grande Guerre et le fascisme, forgées par la rencontre entre la conviction

de la nécessité d'un nouvel élan national, les circonstances internationales et européennes, et l'inclusion de territoires issus de la société impériale austro-hongroise.

1) Le prix de la guerre : les conséquences de la « victoire mutilée » et la division nationale

En 1914-1915, les partisans de la guerre aux côtés de l'Entente se regroupèrent dans un mouvement interventionniste où la composante nationaliste occupa une place considérable. D'autres courants exprimaient un interventionnisme « démocratique » qui put notamment mettre au premier plan le principe des nationalités dans une perspective anti-autrichienne et anti-impérialiste⁸. Le thème de l'émancipation contre une Autriche-Hongrie « prison des peuples » et celui de la « plus grande Italie » expansionniste se conjuguèrent dans une ambiguïté politiques masquée par l'idée que cette guerre constituait la « quatrième guerre d'indépendance » et se situait donc dans le sillage du Risorgimento⁹. Sur le plan diplomatique, le gouvernement Salandra négocia à Londres les conditions de l'entrée en guerre de l'Italie en réclamant aussi bien les terres irrédentes que la côte dalmate et un protectorat sur l'Albanie.

L'année 1918 ne fut toujours pas exempte de ces ambiguïtés : en avril, Rome abrita un Congrès des nationalités opprimées qui était destiné à accélérer le démantèlement de l'Autriche-Hongrie. Cet appui à l'émancipation des peuples n'empêcha pas que, le 6 novembre 1918, les Italiens entrassent seuls à Fiume, port de la Double Monarchie peuplé aussi bien d'italophones que de Slovènes, de Croates ou d'Allemands, qui ne faisait pas partie des territoires promis en 1915 et devait être occupé par un corps d'armée interallié. La revendication de Fiume exprimait l'ambition d'une expansion italienne sur les deux rives de l'Adriatique au nom d'une « italianité » qui était conçue comme ne pouvant s'épanouir qu'au sein d'une collectivité étatique italienne, où l'appartenance culturelle devait se conjuguer étroitement à l'appartenance citoyenne. Mais le traité de Saint-Germain-en-Laye n'accorda pas Fiume au royaume d'Italie : le poète aventurier Gabriele D'Annunzio s'empara d'une ville en plein désordre à la tête de ses légionnaires. Il a été démontré cependant que l'histoire de « l'entreprise de Fiume » ne fut pas seulement celle d'une aventure nationaliste, mais acquit aussi une double dimension de rébellion contre le pouvoir central italien et de lutte acharnée contre tous les « traîtres à la patrie » qu'étaient les membres des forces de gauche non-interventionnistes ou partisans d'accepter les traités de paix¹⁰.

La Grande Guerre s'achevait donc sur une forme de guerre civile : l'idée même de nation redevenait une passion politique marquée par l'exclusive. Emilio Gentile évoque « une idée nationale se déclinant au pluriel », tandis que Didier Musiedlak insiste sur le fait que « chacun rev[is] du front avec son idée de l'Italie »¹¹. L'affrontement de conceptions différentes de la nation n'avait en effet pas attendu l'entreprise de Fiume pour se manifester : là où les membres de l'élite libérale voulaient profiter des négociations de paix pour obtenir le plus d'avantages possible, les héritiers de l'interventionnisme démocratique (Luigi Einaudi, Gaetano Salvemini, Leonida Bissolati) exigeaient la renonciation au pacte de Londres du 26 avril 1915 et défendaient une nouvelle stratégie de politique étrangère qui aurait fait jouer à l'Italie un rôle majeur dans l'organisation internationale de la Société des Nations prônée par Wilson¹². Cette conception d'inspiration mazzinienne était abhorrée par les critiques de la « victoire mutilée », selon l'expression de D'Annunzio, qui n'envisageaient plus les

constructions nationales dans un même mouvement d'émancipation mais voyaient la nation comme une forteresse assiégée à la fois de l'intérieur et par de l'extérieur. L'affrontement avait connu un premier acmé lors de l'épisode de la Scala de Milan, le 11 janvier 1919, où des nationalistes et des futuristes empêchèrent Bissolati de prendre la parole : en assimilant les « renonciateurs » à des traîtres à la patrie, ils dessinaient un camp de la nation et un camp de « l'anti-nation ».

2) L'autre effet de la guerre : la fin de l'indifférence nationale ?

D'après Ernest Gellner, c'est le nationalisme qui invente la nation, et non l'inverse, du moins dans les phases de construction et d'expansion¹³. Sur les marges de l'empire austro-hongrois, l'identité locale surpassait bien souvent les références à une quelconque identité nationale, malgré la présence d'un nationalisme organisé, bruyant mais néanmoins minoritaire. La Grande Guerre enclencha des dynamiques différentes qui opérèrent une nationalisation des esprits, à la fois par une propagande d'Etat et par des mouvements venus « d'en bas ». Dans la correspondance des soldats du Trentin, sujets austro-hongrois, prisonniers dans des camps russes, le terme « Italiens » désigne aussi bien les sujets du royaume d'Italie que les italophones du Trentin, ce qui montre l'absence d'une équivalence stricte entre catégorie nationale et catégorie ethnique ou culturelle. Dans les camps se mirent en place néanmoins des dynamiques de nationalisation liées à plusieurs phénomènes : le besoin des soldats de recréer un groupe familial par la langue et la culture, la présence de militants patriotiques parmi les prisonniers de guerre, l'action de la mission militaire italienne en Russie. Il fut proposé aux prisonniers de guerre de devenir sujets italiens : dans le camp de Kirsanow, environ 10 000 sur 15 000 acceptèrent, sans que l'on puisse déterminer si cela provenait d'une nouvelle conviction nationale ou du désir d'échapper à la captivité. Ceux qui refusèrent purent invoquer la crainte de représailles autrichiennes contre leur famille et leurs biens ou manifestaient avant tout un attachement à leur village, au-delà d'une quelconque patrie¹⁴. Les dynamiques de nationalisation à l'œuvre durant la guerre restèrent donc partielles et ne peuvent pas se comprendre à la seule lumière d'une propagande patriotique intériorisée ou de la préexistence d'un sentiment national.

Comment les recensements de population d'après-guerre prirent-ils en compte le fait national ? Les auteurs constructivistes, qui mettent l'accent sur le processus de construction de la nation à partir de catégories qui réifient les idées nationales, ont mis en évidence le rôle de la statistique dans la transformation du nationalisme en mouvement de masse, sous l'effet du pouvoir d'institutions publiques dont le recensement est une manifestation¹⁵. Or, les recensements effectués après la guerre témoignent, parfois malgré eux, d'une indétermination des critères de la nationalité, souvent utilisés à géométrie variable. Dans le cas de la Galicie orientale disputée entre la Pologne et l'Ukraine en 1919¹⁶, la population juive ne pouvait être estimée que de manière imparfaite, car le recensement autrichien d'avant-guerre, qui relevait seulement la langue d'usage (*Umgangssprache*), ne reconnaissait pas le yiddish. Les Juifs déclaraient soit l'allemand, soit le polonais, mais cela signalait une obligation administrative plus qu'une tendance nationale et culturelle. Fallait-il, en 1919, les ajouter ou les soustraire aux Polonais ou aux Ruthènes ? Fallait-il les omettre ? Chaque camp répondit en fonction de ses

intérêts dans telle ou telle solution du tracé de la frontière polonaise. Ainsi que le souligne Morgane Labbé, loin des promesses de l'autodétermination, les territoires nouvellement créés étaient encore « des fragments d'empire »¹⁷.

Dans le cas de la Vénétie julienne, on peut constater des différences considérables dans la répartition ethnique entre le recensement austro-hongrois de 1910 et celui, italien, de 1921 : la part de ceux qui *se déclaraient* Italiens avait considérablement augmenté, celle des Slovènes diminué, tandis que Croates et Allemands avaient quasiment disparu. Faut-il en déduire que l'esprit national italien avait fait tant de progrès ? En réalité, les recensements sont, là encore, victimes d'une illusion linguistique volontaire : là où, en 1910, l'empire habsbourgeois retenait le critère de la langue d'usage, en 1921 l'administration italienne, encouragée en cela par les sociétés savantes¹⁸, demanda sur une fiche à part la langue parlée « dans les rapports domestiques entre individus d'une même famille ». Le fait que de nombreuses familles étaient analphabètes et que la fiche était imprimée seulement en italien a pu conduire à des méprises et ainsi à une surestimation des italophones. Par ailleurs, pendant la guerre, de nombreux habitants de la région avaient fui la zone de combats : l'étude du cas de Gorizia montre que leur rapatriement s'effectua dans des conditions qui mettent en évidence la volonté d'opérer une sélection en un sens national, avec un privilège accordé à ceux qui se déclaraient Italiens¹⁹. Des cas similaires de sélection des réfugiés au moment où se posa la question de leur retour sont documentés pour l'Europe orientale²⁰.

La notion d'« indifférence nationale » décrit les comportements qui résistèrent aux projets nationalistes modernes, de l'absence de l'expression d'une loyauté nationale à la survivance du bilinguisme et des mariages mixtes, et tous les comportements notés au sein de « populations nationalement ambivalentes »²¹. Iginio Brocchi, haut fonctionnaire triestin, maintint ainsi pendant la guerre une loyauté formelle à l'égard de l'empire austro-hongrois tandis que son fils s'engageait dans l'armée italienne ; après la guerre, il se mit au service de l'Etat italien, rejoignant le ministère chargé de l'intégration des terres irrédentes au royaume²². La guerre ne signa donc pas totalement la fin de l'indétermination nationale, transformée par les mouvements nationalistes en une « indifférence nationale » coupable qui devait être combattue. Tara Zahra fait finalement de l'« indifférence nationale » une catégorie nationaliste, pas un ethos revendiqué en connaissance de cause par ceux qui l'endossaient. Destinée à accentuer l'ardeur des troupes nationalistes, elle était le sentiment à combattre dans le contexte de l'après-guerre, peu propice à admettre la complexité des appartenances et des identités.

Les traités de paix, 1919-1923

Après la dislocation des empires en Europe centrale et orientale, la définition de nouveaux Etats et de leurs frontières fut l'objet d'âpres tractations et de rivalités, aussi bien à la Conférence de la Paix que sur le terrain. Dans le texte des traités, la définition de la nation reste incertaine : fréquemment utilisée comme synonyme d'Etat, elle ne lève pas l'hésitation, permanente chez les négociateurs, entre le sens civique et le sens ethnique de la nationalité. Par ailleurs, les préoccupations géostratégiques des vainqueurs prirent rapidement le pas sur un principe des nationalités dont l'application s'avéra particulièrement ardue dans des régions où il n'avait jusque-là pas eu grand sens pour les populations. Ce principe fut néanmoins érigé en principe fondateur de l'Etat, ce qui conduisit à la valorisation d'identités nationales potentiellement

exclusives. L'obligation faite aux nouveaux Etats, par des traités supplémentaires, de respecter les droits des minorités n'empêcha pas les flambées d'antisémitisme ou les troubles que connut, par exemple, la Haute-Silésie disputée entre Allemagne et Pologne.

3) L'accélération du processus d'idéologisation de la nation à la suite de la Grande Guerre

La division croissante entre les partisans d'une Italie insérée dans la « nouvelle diplomatie » et les nationalistes se doubla de la fracture idéologique entre mouvements sociaux de gauche et réaction milicienne fasciste, qui engendra une quasi guerre civile pendant le *biennio rosso* (1920-1921). Dans les terres irrédentes, le mouvement nationaliste et fasciste acquit une vigueur notable. Les lignes de fracture idéologiques contribuèrent à y rigidifier les appartenances nationales : les Slovènes et les Croates étaient fréquemment assimilés aux socialistes. Ce qu'Enzo Collotti nomme le « fascisme de la frontière » désigne ce mouvement particulier qui mêlait des problématiques sociales et politiques et des problématiques nationales anti-slaves : Collotti souligne à quel point, en Vénétie julienne, l'action des faisceaux releva à la fois d'une défense de la nation contre les « traîtres à la nation », d'une défense de l'italianité et de la préparation d'un arrière-pays militarisé pour l'expansion italienne vers les Balkans²³. La perspective qui consisterait à présenter les fascistes comme de simples adjouvants du projet d'italianisation des terres irrédentes, qui auraient apporté une simple coloration idéologique à ce projet, a été répudiée : le maintien des cultures politiques, des comportements sociaux, des pratiques héritées de l'époque habsbourgeoise, en d'autres termes une certaine indifférence nationale qui permettait de sauvegarder les cadres de la vie quotidienne, et la prise de conscience précoce de l'impuissance d'une politique d'italianisation à les transformer, suscitèrent le recours à de nouvelles solutions politiques, beaucoup plus radicales, et contribuèrent ainsi à l'émergence du fascisme²⁴. L'incendie de la *Narodni Dom*, ou Maison du peuple slovène, à Trieste le 13 juillet 1920 par des *squadre* fascistes manifesta la volonté d'appropriation monopolistique de l'idée nationale par un mouvement qui définissait la nation de manière exclusive selon sa propre idéologie et ne reconnaissait qu'à ceux qui partageaient cette idéologie le droit de faire partie de la nation.

De ce point de vue, la Vénétie julienne et l'Istrie partagèrent le sort des zones frontières des empires, ces territoires multiethniques qui, du fait de la Grande Guerre et des traités de paix, virent surgir des conflits territoriaux surchargés d'une dimension nationale. Les identités nationales, en réalité fluides et malléables, y furent la cible de constructions nationales radicales et souvent violentes²⁵. A ce titre, l'Italie partagea partiellement dans l'après-guerre le sort des Etats nés sur les ruines des empires, ce qui constitue un argument supplémentaire pour une intégration forte de l'histoire de la nation italienne dans une histoire européenne.

4) La nation dans le fascisme

Emilio Gentile fait du « primat absolu de la nation » un des éléments de la définition du fascisme²⁶. La question de savoir si on pouvait expliquer l'émergence du fascisme par la faiblesse de l'idée nationale fut posée dès les années 1920 : le fascisme, vu comme une solution à l'absence d'intégration des masses et à la fragilité de la légitimité nationale, aurait révélé les

maux issus de l'unification²⁷. Des recherches plus récentes ont développé une approche multifactorielle et se sont notamment penchées sur les conséquences de la Première Guerre Mondiale et celles de la sortie de guerre pour souligner ce que le fascisme devait à la guerre elle-même, aux affrontements de 1920-1921, aux faiblesses des institutions de l'Italie libérale qui ne tiraient plus leur légitimité d'une relation étroite avec la nation²⁸.

Le fascisme appliqua à la nation la dimension révolutionnaire qui le caractérisait pour créer un nouveau dogme unificateur. Il modifia l'idée de la nation par rapport au Risorgimento : de la conception mazzinienne d'une « conscience [vivante] des peuples », il en fit la « synthèse suprême de toutes les vertus matérielles et spirituelles de la race » ; la nation italienne était perçue comme fondée à « imposer de façon solide et stable l'empire de la loi sur les peuples de nationalités différentes annexés à l'Italie »²⁹. Le régime totalitaire fit ensuite de l'Etat fasciste la « conscience immanente de la nation » qui devait « [en] concrétise[r] l'organisation politique, juridique, économique »³⁰ : le national-libéralisme du XIX^e siècle était supplanté par une nation devenue communauté au-dessus des individus. Comme l'Etat était le garant de la nation, il fallait les fondre l'un dans l'autre et imposer à la nation italienne l'idée que s'en faisait l'Etat fasciste³¹. La fusion entre la mémoire patriotique, la Grande Guerre et la construction du fascisme se manifesta ainsi avec éclat le 24 mai 1930, jour anniversaire de l'entrée en guerre de l'Italie : alors que Mussolini organisait à Milan, berceau du fascisme, un grand rassemblement destiné à faire main basse sur la mémoire de l'entrée en guerre de l'Italie, à concurrencer le roi dans son rôle de faiseur de guerre et de paix et à rappeler le lien étroit qu'entretenaient fascisme et Grande Guerre, les Balillas défilaient devant la tombe du soldat inconnu au monument national du Vittoriano, symbolisant « l'absorption des lieux de la Nation [...] par le fascisme »³². A la suite de la guerre et de la mise en œuvre de sa mémoire fasciste, le projet totalitaire du régime se déploya en cherchant à transformer les individus qui constituaient la nation par les lois de 1938, aussi bien les lois raciales que les prescriptions linguistiques³³, ce qui impliquait que ce projet ciblait aussi les citoyens non italophones par une italianisation forcée. L'impérialisme fasciste, conçu dans sa globalité, était ainsi étroitement lié à la conception fasciste de la nation : le projet totalitaire s'exprima aussi bien dans l'italianisation des terres irrédentes, creuset de l'impérialisme fasciste, que dans la création d'un empire colonial³⁴.

¹ Silvana Patriarca, « Une émotion patriotique : la honte et le Risorgimento », dans *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 44, 2012/1, p. 65-83.

² Frédéric Attal, *Histoire des intellectuels italiens au XX^e siècle*, Paris, Les Belles Lettres, 2013, p. 23-25, p. 72-74, p. 97-100.

³ Gilles Pécout, « L'Italie contemporaine est-elle née et a-t-elle grandi contre les Italiens ? », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 100, 2008/4, p. 97-101.

⁴ Gilles Pécout, « Pour une lecture méditerranéenne et transnationale du Risorgimento », dans *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 44, 2012/1, p. 29-47 ; Didier Musiedlak, « Construction politique et identité nationale en Italie, de l'Unité au fascisme », dans Ilvo Diamanti, *L'Italie, une nation en suspens*, Bruxelles, Editions Complexe, 1995, p. 19-61.

⁵ Fabio De Ninno, « 1911. Mare nostrum », dans Andrea Giardina (éd.), *Storia mondiale dell'Italia*, Rome, Laterza, 2017, p. 587-590.

⁶ Antonello Biagini, « Tra Risorgimento e Grande Guerra : l'Italia e la guerra di Libia », dans Giovanni Altarozzi (éd.), *Il Risorgimento italiano e i movimenti nazionali in Europa. Dal modello italiano alla realtà dell'Europa centro-orientale*, Rome, Edizioni Nuova Cultura, 2013, p. 367-388.

-
- ⁷ Emilio Gentile, *La Grande Italia. Il mito della nazione nel XX secolo*, Rome, Laterza, 2006; Elena Musiani, *Faire une nation. Les Italiens et l'unité (XIX^e-XXI^e siècles)*, Paris, Gallimard, 2018, p. 222-231.
- ⁸ Angelo D'Orsi, « Gli interventismi democratici », *Passato e presente*, 54, 2001, p. 43-58.
- ⁹ Cette diversité et cette ambiguïté se reflètent dans celle des salles consacrées à la Grande Guerre dans les différents musées du Risorgimento en Italie.
- ¹⁰ Marco Mondini, *Fiume 1919. Una guerra civile italiana*, Rome, Salerno, 2019
- ¹¹ Didier Musiedlak, « Construction politique et identité nationale en Italie, de l'Unité au fascisme », *op.cit.*, p. 46.
- ¹² Lucio D'Angelo, *Patria e umanità : il pacifismo democratico italiano dalla guerra di Libia alla nascita della Società delle Nazioni*, Bologne, Il Mulino, 2016.
- ¹³ Ernest Gellner, *Nations et nationalisme*, Paris, Payot, 1989.
- ¹⁴ Simone A. Bellezza, « From national indifference to national commitment and back. The case of the Trentine POWs in Russia during the First World War », in Maarten Van Ginderachter et Jon Fox, *National Indifference and the History of Nationalism in Modern Europe*, New York, Routledge, 2019, p. 35-55.
- ¹⁵ Benedict Anderson, *Imagined Communities. Reflexions on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres, Verso, 2006, p. 167-176.
- ¹⁶ Morgane Labbé, *La Nationalité, une histoire de chiffres. Politique et statistiques en Europe centrale (1848-1919)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019
- ¹⁷ Morgane Labbé, *op.cit.*, p. 5.
- ¹⁸ *Rivista Internazionale di Scienze Sociali e Discipline Ausiliarie*, vol. 90, fasc. 344 (31 Agosto 1921), p. 335 : https://www-jstor-org.camphrier-1.grenet.fr/stable/41606481?sid=primo&seq=1#metadata_info_tab_contents, consulté le 22/12/2020.
- ¹⁹ Paolo Malni, « La Grande Guerra e I movimenti di popolazione a Gorizia », dans Barbara Šterbenc Svetina, Petra Kolenc, Matija Godeša (éd.), *Zgodovinski pogledi na zadnje državno ljudsko štetje v Avstrijskem primorju 1910*, p. 87-108.
- ²⁰ Klaus Richter, « A mass which you could form into whatever you wanted » : refugees and state-building in Lithuania and Courland, 1914-1921”, dans Peter Gatrell et Liubov Zhvanko, *Europe on the Move: Refugees in the Era of the Great War*, Manchester, Manchester University Press, 2017, p. 45-65.
- ²¹ Tara Zahra, « Imagined Non-Communities : National Indifference as a Category of Analysis », *Slavic Review*, 69, 2010, p. 93-119.
- ²² Pierpaolo Dorsi, *Inventario dell'Archivio di Igino Brocchi : 1914-1931, Quaderni della Rassegna degli Archivi di Stato*, 92, 2000, p. 4.
- ²³ Enzo Collotti, *Storia d'Italia nel secolo ventesimo. Parte seconda, II : Fascismo e politica di potenza : politica estera, 1922-1939*, Florence, La Nuova Italia, 2000, p. 220-221.
- ²⁴ Marco Bresciani, « Lost in Transition? The Habsburg Legacy, state- and nation-building and the new Fascist order in the Upper Adriatic », in Maarten Van Ginderachter et Jon Fox, *op.cit.*, 2019, p. 56-80.
- ²⁵ Omer Bartov et Eric D. Weitz (dir.), *Shatterzone of Empires: Coexistence and Violence in the German, Habsburg, Russian and Ottoman Borderlands*, Indianapolis, Indiana University Press, 2013, p. 1-6.
- ²⁶ Emilio Gentile, *Qu'est-ce que le fascisme ? Histoire et interprétation*, Paris, Gallimard, 2004, p. 16-17.
- ²⁷ Olivier Forlin, *Le Fascisme. Historiographie et enjeux mémoriels*, Paris, La Découverte, 2013, p. 35-39.
- ²⁸ Robert O. Paxton, *Le Fascisme en action*, Paris, Seuil, 2004, p. 53-60 ; Emilio Gentile, *Soudain, le fascisme. La Marche sur Rome, l'autre révolution d'Octobre*, Paris, Gallimard, 2015.
- ²⁹ Extrait du programme du Parti National Fasciste de novembre 1921, cité par Philippe Foro dans : Philippe Foro, *Dictionnaire de l'Italie fasciste*, Paris, Vendémiaire, 2014, p. 250.
- ³⁰ Benito Mussolini et Giovanni Gentile, « Fascismo », dans *Enciclopedia Treccani*, 1932 https://www.treccani.it/enciclopedia/fascismo_%28Enciclopedia-Italiana%29/ consulté le 22/12/2020
- ³¹ Philippe Foro, « Le fascisme et la nation », dans Olivier Forlin (dir.), *L'Idée nationale en Italie. Du processus d'unification aux déchirements de la guerre civile (fin XVIII^e-début XXI^e siècle)*, Paris, L'Harmattan, 2010, p. 109-119.
- ³² Catherine Brice, *Monumentalité publique et politique à Rome. Le Vittoriano*, Rome, Ecole française de Rome, 1998, p. 344-350.
- ³³ Marie-Anne Matard-Bonucci, « Langue, fascisme et race : considérations autour d'un dessein autoritaire », dans *Mélanges de l'Ecole française de Rome. Italie-Méditerranée*, 117, 2005/1, p. 299-311.
- ³⁴ Roberta Pergher, *Mussolini's Nation-Empire : Sovereignty and Settlement in Italy's Borderlands, 1922-1943*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018.